

déterminer l'importance du parti-pris régional dans les liens commerciaux, en l'isolant d'autres facteurs comme la proximité géographique et la croissance économique, Frankel constate que les échanges entre, au moins, certains des pays asiatiques ne peuvent pas être expliqués par ces facteurs économiques. Cependant, le coefficient n'a pas évolué de façon significative au cours des années examinées, et aucune tendance de montée du parti-pris régional n'a été décelée³⁹.

En résumé, la conclusion générale de l'étude est qu'« au-delà des constatations évidentes selon lesquelles les pays situés à proximité les uns des autres commercent ensemble et que le Japon et d'autres pays asiatiques croissent rapidement, il n'existe pas de preuve que le Japon cible, dans ses activités commerciales, les autres pays asiatiques de façon particulière ni que ces pays sont en train de s'organiser en bloc commercial aussi rapidement (ou de façon aussi déterminée) que l'Europe de l'Ouest »⁴⁰.

- *La mondialisation et la régionalisation dans la région Asie-Pacifique (Globalization and Regionalization in the Asia-Pacific Region⁴¹)*

Dans son étude de 1993, Urata examine les causes et les effets de la régionalisation dans la région Asie-Pacifique. L'auteur se penche sur les différences entre les échanges intra-régionaux et les échanges inter-régionaux de la triade Asie de

échanges internationaux ont progressé, au total, de seulement 53 %. Par conséquent, même s'il n'existait toujours pas de parti-pris régional en 1989, la part intra-régionale observée aurait tout de même augmenté d'un tiers (à 20 %, environ), à cause uniquement du poids accru des pays asiatiques au sein de l'économie mondiale. Frankel va plus loin en affirmant qu'il n'y a pas d'apparence de « club privé » qui pourrait dénoter l'existence d'un bloc commercial en Asie de l'Est. En supposant qu'un terme de parti-pris régional explique l'écart entre la part réelle que représentaient les échanges intra-régionaux en 1980, soit 33 %, et la part qu'ils devraient être si les pays d'Asie de l'Est commerçaient avec d'autres pays dans la même proportion que leur poids global dans les échanges mondiaux (15 %), ce terme s'établirait alors à 2,18 (0,33/0,15). Si donc ce terme de parti-pris régional n'avait pas évolué en 1989 et qu'il était multiplié par le poids de l'Asie de l'Est dans les échanges mondiaux en 1989, il s'ensuivrait que la part des échanges intra-régionaux en 1989 aurait été de 44 %. Plutôt, elle n'était que de 37 %. Frankel indique que le parti-pris intra-régional implicite a reculé, en réalité, pendant les années 1980; il n'a pas progressé, comme un examen superficiel des chiffres pourrait inciter à le croire.

³⁹ Frankel a constaté que le coefficient de la variable fictive d'intégration régionale de la Communauté européenne était également significatif, les résultats obtenus étant supérieurs pour les pays qui étaient membres de la CEE que pour ceux qui étaient simplement des pays d'Europe. Le coefficient d'intégration régionale calculé pour l'Amérique du Nord n'était pas significatif et comportait une erreur-type très élevée attribuable à la petitesse de l'échantillon, soit trois.

⁴⁰ Sur le plan financier, Frankel a relevé peu de signes montrant que Tokyo assume un rôle particulier en tant que centre financier influent dans sa partie du monde, tandis qu'il a constaté que New York a un ascendant sur Hong Kong ou Singapour, par exemple. Il faut mentionner, toutefois, que ces résultats ont été influencés par le fait que la plupart des pays asiatiques n'avaient pas encore ouvert leurs marchés financiers à l'influence externe d'aucun centre étranger pendant la période à l'étude.

⁴¹ La présente section traite de l'étude de S. Urata, « Globalization and Regionalization in the Asia-Pacific Region » dans *Business and the Contemporary World*, automne 1993.